



Paris le 3 Octobre 2007

ARCEP

Réponse à la consultation publique sur le thème de  
« la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique »

Cher Monsieur,

Le SNIDA, dont les adhérents sont des interlocuteurs privilégiés dans les copropriétés pour les installations courants faibles (TV, Contrôle d'accès, ...), a souhaité répondre à la présente consultation.

Nous espérons que cette consultation publique, dont les termes restent techniques, permettra à tous les intéressés de s'exprimer : Syndics, Gestionnaires publics et privés de patrimoine, ...

Nous avons répondu à chaque question en exprimant le point de vue de notre profession et en annexe, nous avons joint une offre d'accès telle que nous la voyons.

Serge GRAVIS

Président

**SNIDA Syndicat national des installateurs**  
**en distribution audiovisuelle et réseaux de communication électronique**  
**1 Place Uranie – 94345 JOINVILLE LE PONT CEDEX**

**Tél : 01 43 97 31 30 – Fax : 01 43 97 32 79 – e-mail : [snida@club-internet.fr](mailto:snida@club-internet.fr)**

Syndicat régi par les articles L 411 et suivants du Code du travail – Créé en 1966 à Paris n° 13944 – SIRET 493 179 956 00013 – APE 911A



**Question 1 :** Le SNIDA pense que la mutualisation des réseaux est fondamentale pour avoir souffert dans le passé de cette absence de mutualisation avec les réseaux câblés. Nous préconisons un point de mutualisation privatif, soit une logique FTTB ou FTTCab s'il y a plusieurs immeubles à une même adresse (type Campus).

Nous invitons également les opérateurs qui souhaitent réduire leurs coûts à examiner attentivement les différentes options de réutilisation des réseaux existants notamment coaxiaux qui permettent le très haut débit sur de courtes distances.

**Question 2 :** La description de la situation est conforme mais il faut noter que dans tous les programmes neufs depuis le décret de mars 1973 (environ 9 M de logements), le câblage vertical et les infrastructures (goulottes,...) appartiennent à la copropriété ainsi que dans beaucoup d'immeubles anciens dont la rénovation de la gaine verticale a été payée par la copropriété.

La situation ne nous semble cependant pas suffisamment claire pour être satisfaisante car de notre point de vue, la propriété des réseaux et infrastructures présents dans les parties communes d'immeubles doit systématiquement revenir aux copropriétés avec une obligation de mutualisation rendue possible par le droit de chaque locataire ou copropriétaire à s'abonner chez l'opérateur de son choix.

**Question 3 :** Comme dit ci-dessus, il est faux d'affirmer que les réseaux intérieurs d'immeuble sont établis aux frais des opérateurs dans le neuf. Les promoteurs livrent des immeubles neufs équipés de réseaux et l'association Q2C qui vient d'être créée élabore les conditions techniques susceptibles de permettre une mutualisation des réseaux intérieurs à l'immeuble (entre le point de mutualisation et le logement).

Dans l'évolution du droit d'accès aux immeubles, nous considérons qu'il y a 2 domaines :  
-L'accès du réseau public au local opérateur situé dans la copropriété  
-L'accès du local opérateur aux équipements terminaux dans le logement.

L'ensemble des opérateurs accèdent au local opérateur sous le contrôle d'un opérateur technique local désigné par la copropriété et n'accèdent pas aux parties communes et privatives de l'immeuble.

**Question 4 :** La mutualisation est pertinente et la copropriété doit décider de l'opérateur technique chargé des travaux dans les parties communes permettant cette mutualisation sous le contrôle de Q2C.



Pour nous le point de mutualisation doit se trouver dans la copropriété car les services à très haut débit peuvent également venir d'opérateurs non filaires (TNT, SAT, WIMAX, MOBILES...)

Le problème du coût de l'adduction devrait pouvoir se régler par une mutualisation de cette adduction entre opérateurs.

**Question 5 :** Le co-investissement doit rester limité aux travaux d'adduction, le câblage interne restant à la charge de la copropriété. A défaut, la situation existante après le plan CABLE serait recrée avec tous ses inconvénients : absence de concurrence, insatisfaction des consommateurs, ...

**Question 6 :** Le bon sens va dans la création d'une fibre surnuméraire jusqu'au local opérateur avec location ultérieure. En revanche, du local opérateur au logement, la mutualisation reste à l'appréciation de la copropriété (réseau contrôlé par Q2C) dans un cadre juridique permettant à chaque logement d'avoir le droit de choisir son opérateur.

**Question 7 :** Non concernés.

**Question 8 :** Nous considérons l'option bitstream comme économiquement satisfaisante si elle est fiabilisée techniquement (interopérabilité) par un organisme indépendant. Cette solution existe déjà techniquement avec les réseaux QAM coaxiaux.

**Question 9 :** Pour nous, l'opérateur technique local de l'immeuble, désigné par la copropriété et référencé par Q2C, est en charge de la mutualisation des réseaux et infrastructures de la partie terminale dans les parties communes privatives. Charge à celui-ci de trouver les solutions d'accès à tous les opérateurs demandés par les occupants des logements. Cet opérateur local peut également servir d'intermédiaire commercial entre les opérateurs et le client final (particulier ou copropriété).

**Question 10 :** Les vertus de la concurrence imposent la liberté des tarifs et des services. L'opérateur technique local de l'immeuble fixe le prix de la partie terminale en accord avec les occupants de l'immeuble qui auront financés eux-mêmes ces infrastructures à mutualiser.

**SNIDA Syndicat national des installateurs**

**en distribution audiovisuelle et réseaux de communication électronique**

**1 Place Uranie – 94345 JOINVILLE LE PONT CEDEX**

**Tél : 01 43 97 31 30 – Fax : 01 43 97 32 79 – e-mail : [snida@club-internet.fr](mailto:snida@club-internet.fr)**

Syndicat régi par les articles L 411 et suivants du Code du travail – Créé en 1966 à Paris n° 13944 – SIRET 493 179 956 00013 – APE 911A



**Question 11** : La réciprocité paraît logique sans restrictions économiques. Les critères techniques de la mutualisation sont définis au sein de Q2C et une installation faite par un opérateur qui serait non conforme et non mutualisable exclurait à cet opérateur l'accès à d'autres réseaux.

**Question 12** : Non concernés.

**Question 13** : Un local opérateur, avec des dimensions précises, situé en pied d'immeuble, est imposé à partir de 20 logements (norme EN50-174). En dessous de 20 logements, un emplacement permettant l'installation d'une baie sécurisée est également prévu. Dans l'ancien, l'opérateur technique local désigné par la copropriété aura à charge de trouver les emplacements définis par la norme.

**Question 14** : Extrait de notre réponse à Q3 : L'ensemble des opérateurs accèdent au local opérateur sous le contrôle d'un opérateur technique local désigné par la copropriété et n'accèdent pas aux parties communes et privatives de l'immeuble.

**Question 15** : Un délai d'information aux opérateurs est important et ce problème explique partiellement l'échec de la commercialisation du câble du à un manque de contacts personnalisés avec les copropriétés. L'intérêt pour les opérateurs et pour la copropriété de désigner un opérateur technique local est de lui faire assurer l'interface avec tous les opérateurs ainsi que d'autres services multimédias (vidéosurveillance, télésurveillance, contrôle d'accès, alarmes ascenseur,...) utilisant ces mêmes réseaux de communication.

**Question 16** : Une normalisation risque de freiner les évolutions techniques et la concurrence. En revanche, la rédaction de guides techniques s'inspirant des normes et usages, type guide Q2C optimiserait le développement du très haut débit en France.

**Question 17** : Le rôle des pouvoirs publics est de veiller au respect de la mutualisation et d'empêcher les freins à celle-ci. Les pouvoirs publics doivent inciter les copropriétés à investir dans des infrastructures mutualisables et doivent faire respecter de droit fondamental de chaque logement à s'abonner au service ou à l'opérateur de son choix.

**SNIDA Syndicat national des installateurs**  
en distribution audiovisuelle et réseaux de communication électronique  
1 Place Uranie – 94345 JOINVILLE LE PONT CEDEX  
Tél : 01 43 97 31 30 – Fax : 01 43 97 32 79 – e-mail : [snida@club-internet.fr](mailto:snida@club-internet.fr)

Syndicat régi par les articles L 411 et suivants du Code du travail – Créé en 1966 à Paris n° 13944 – SIRET 493 179 956 00013 – APE 911A